

L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses

N°197 du Jeudi 20 Avril 2023

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail: lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Ligue départementale
de cyclisme de Brazzaville

**Stanislas Mardochée
Eyangala, nouveau
président
de la petite reine**



Commune de Brazzaville

L'effondrement d'un immeuble en construction à Bacongo suscite émoi et indignation



L'immeuble prévu à usage commercial appartiendrait à un député.  (P. 3)

Gaston Lébiki, conseiller départemental de la Cuvette-Ouest

«Les candidats aux sénatoriales doivent signer quelques engagements»

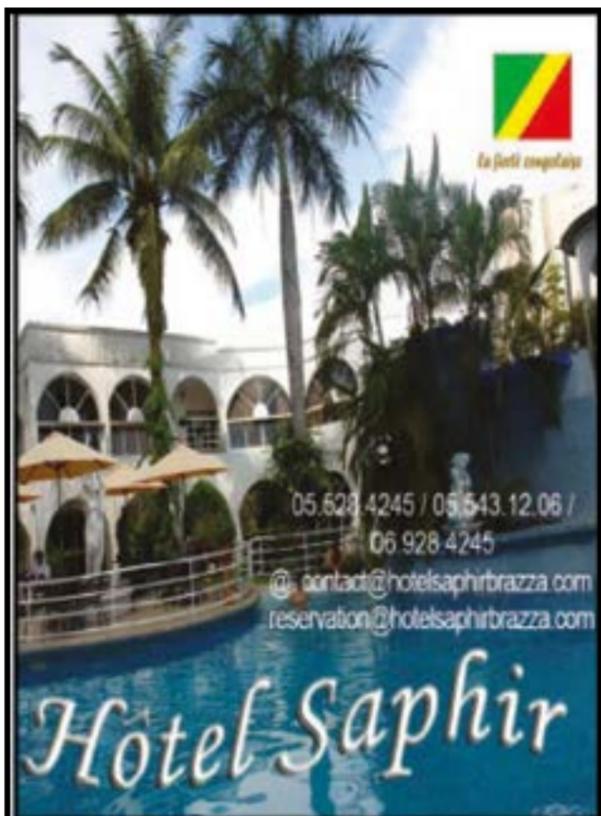


Vie politique nationale

Une nouvelle plateforme de l'opposition vise l'alternance en 2026



*Melaine Destin Gavet Elengo,
président de la nouvelle palteforme.*



**MINISTRE DU COMMERCE,
DES APPROVISIONNEMENTS
ET DE LA CONSOMMATION**
CABINET
N°019/MCAC-CAB.

République du Congo
Unité * Travail * Progrès

COMMUNIQUE DU MINISTRE DU COMMERCE

La Loi n°19-2005 du 24 novembre 2005 réglementant l'exercice de la profession de commerçant en République du Congo prescrit, à son article 33, aux sociétés et établissements de commerce, le principe de l'emploi prioritaire de la main d'œuvre congolaise.

En application des dispositions de cet article 33, un contrôle sera effectué sur toute l'étendue du territoire national auprès de tout établissement et société de commerce.

Le contrôle consistera à connaître les quotas des Congolais et des étrangers employés dans chaque établissement ou société.

Le démarrage dudit contrôle est prévu pour le lundi 1^{er} mai 2023.

Fait à Brazzaville, le 17 Avril 2023

Le Directeur de Cabinet

Victor **NGUILLOU-MPEMBA YA MOUSSOUNGOU.**



Commune de Brazzaville

L'effondrement d'un immeuble en construction à Bacongo suscite émoi et indignation

Dans la matinée du mardi 18 avril 2023, les populations du deuxième arrondissement de Brazzaville, Bacongo, sur l'Avenue des Trois Francs, étaient dans la stupeur, l'indignation et l'émotion. Et pour cause, un immeuble de quatre étages en construction, juste en diagonale de la Mairie de Bacongo, s'est écroulé, tuant une femme et blessant un enfant dans un domicile voisin. Construit dans une demi-parcelle, l'immeuble donnait l'impression de s'élever trop haut par rapport à sa base. Finalement, c'était un danger. Au total, il y a eu deux morts, dont une étudiante de 25 ans, et un enfant blessé.



Il ne reste que des gravas ayant fait des victimes.

La foule s'était massée sur l'Avenue des Trois Francs, ex-Guynemer, vers la Mairie de Bacongo, après l'effondrement de l'immeuble de quatre étages en construction dans une demi-parcelle. La veille, les maçons venaient de couler la dalle du cinquième étage. Les habitants du quartier avaient remarqué que le chantier était en activité même la nuit. Les ouvriers travaillaient dans des conditions de sécurité sommaires et avec peu d'éclairage.

C'est de nuit, lundi 17 avril, qu'ils avaient terminé de couler la dalle du cinquième étage. Le lendemain, mardi 18 avril, dans la matinée, l'immeuble s'est effondré. Les autorités nationales, notamment le ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local, Raymond Zéphirin Mboulou, le maire de Brazzaville, Dieu-donné Bantsimba, l'administrateur-maire de Bacongo, Simone Loubienga, etc sont allés faire le Saint-Thomas,



L'immeuble prévu à usage commercial appartenait à un député.

tout comme les officiers de sécurité publique notamment le général de deuxième classe Jean-François Nden-gué, le général de première classe Albert Ngoto, commandant de la sécurité civile, et le général de brigade Gervais Akouangué, commandant de la gendarmerie. Les sapeurs-pompiers étaient là pour fouiller les victimes dans les décombres. Le chantier appartenait à un député et serait dirigé par un ressortissant ouest-africain. Le jour du drame, ni le propriétaire de l'immeuble ni le chef du chantier n'étaient visibles. L'élu du peuple de-

vrait pourtant se démentir à assister les familles éplorées. L'effondrement de cet immeuble repose la question du respect des normes de construction en ville. Le Ministère en charge de la construction l'a rappelé à travers un communiqué publié dans les médias. Mais, au lieu de faire le médecin après la mort, les autorités publiques et notamment la municipalité devraient veiller à ce que les chantiers de construction dans la ville soient aux normes établies, pour éviter ce genre de drames.

Urbain NZABANI

Transport terrestre

L'accident mortel d'un bus de la société Océan du Nord suscite émoi et colère

6 morts dont cinq femmes, et plusieurs blessés graves évacués d'abord à l'Hôpital général Edith Lucie Bongo-Ondimba d'Oyo, puis au C.h.u de Brazzaville, par hélicoptère. C'est le bilan provisoire mais effroyable de l'accident qui s'est produit sur la route nationale numéro 2, dimanche 16 avril 2023, vers 10h37, au village Oloumou, à 10 km de Ngo, dans le Département des Plateaux. Après un temps d'accalmie, c'est le deuxième accident mortel impliquant les bus de la société Océan du Nord, après celui qui s'est produit sur la route lourde Brazzaville/Pointe-Noire, vers Mindouli, il y a près de deux semaines.

Avec 53 passagers à bord, le bus de la société Océan du Nord avait quitté Brazzaville tôt dans la matinée du dimanche 16 avril, vers 7h, pour Ouesso. L'excès de vitesse, la fatigue du chauffeur en raison de la surcharge de travail sont les principales causes de l'accident mortel survenu à dix kilomètres de Ngo. Selon des témoins, le chauffeur aurait des moments de somnolence et quand il s'est éveillé, le

bus est sorti de la chaussée goudronnée et s'est renversé sur le bord de la route. La question fondamentale est celle du repos des chauffeurs. Pour leur rentabilité, les sociétés de transport en commun se mettent à surexploiter leurs personnels et les conséquences sont parfois dramatiques comme on peut le voir avec cet accident mortel. Les populations sont excédées par ce phénomène d'accidents dans



Le bus de la société Océan du Nord.

le transport en commun sur les deux routes nationales 1 et 2. Le ministre des transports, Honoré Sayi, a rendu visite aux blessés admis au C.h.u, après un entretien avec les responsables de la société Océan du Nord et ceux

du syndicat des transporteurs. Il a promis des sanctions sévères contre la société, si elle ne renforce les conditions de sécurité de ses passagers.

Luze Ernest BAKALA

Editorial

L'ère de la surinformation

A l'ère de la toile, on est submergé par l'information. C'est le phénomène de la surinformation, appelé aussi infobésité ou surcharge informationnelle. Le droit à la liberté d'expression et surtout l'expression à travers les médias est dorénavant à la portée des citoyens, grâce à la toile. On reçoit beaucoup d'informations et on n'a pas le temps de tout lire ou de tout suivre. L'autre inconvénient est que la surabondance de l'information empêche d'aller vers l'essentiel nécessaire à soi. On tombe facilement dans les pièges de la manipulation, la tromperie, les fake news, l'idéologie complotiste, etc. Comment faut-il s'y prendre, dans ce monde de l'information devenu une jungle?

Il ne faut jamais oublier que l'information est un pouvoir. Raison pour laquelle on considère les médias, ces entreprises spécialisées dans la production de l'information publique, comme le quatrième pouvoir, après l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Avant l'ère numérique, la manipulation de l'information consistait surtout à la main mise sur les médias, pour filtrer, dissimuler aux citoyens l'information qu'on ne souhaite pas qu'ils sachent, ou la livrer de manière tronquée, maquillée, etc. Tout ça pour des buts bien précis. C'était particulièrement le fait du pouvoir politique de filtrer ou manipuler l'information. C'est pourquoi le contrôle de l'information par tout régime politique était inévitable.

Aujourd'hui, autant la production de l'information s'est popularisée avec les médias sociaux (ou réseaux sociaux), passant des professionnels que sont les journalistes aux activistes des réseaux sociaux, autant le pouvoir de filtrer ou de manipuler l'information s'est aussi popularisé. De véritables «fake news» sont diffusées comme des informations par des groupes agissant dans l'ombre, pour atteindre des objectifs inavoués.

Le complotisme ou la théorie du complot est devenu un véritable phénomène attrape-nigaud qui fait des ravages à travers les réseaux sociaux, dans les affaires humaines. Le complot étant la menace catastrophique ou dramatique qui pèse sur l'humanité ou sur une catégorie de gens ou une race. Les complotistes tapent sur le mécanisme psychologique de la société et sont souvent près de leur but. Ils prospèrent sur le terrain de la naïveté. Susciter la peur pour manipuler, le manège est aussi vieux que le monde. Comment échapper à ce qui est devenu, à cause de la toile, une jungle d'information, de désinformation et de surinformation? L'option simple est celle de se fixer ses sources d'informations parmi les centaines, les milliers et les millions qui existent autour de soi, sur la toile. Le lien étant évidemment la confiance. On fait confiance aux sources d'informations dont on est sûr qu'elles délivrent des informations, à vos yeux, crédibles et adaptées à votre usage. La valeur de l'information tient à sa pertinence, à la lumière de son analyse, à sa force prospective, etc. Bref, le sérieux et la responsabilité.

Il y a des gens qui ne sont portés malheureusement que par les aspects sensationnels, ludiques et hilarantes de l'information, même quand celle-ci n'est qu'une «fake news». Leur préoccupation n'est pas que l'information corresponde à la réalité, mais qu'elle tourne en dérision son sujet. Ainsi, ces gens sont accrocés de publications sensationnelles, dans les réseaux sociaux, car ça les fait entrer dans le monde virtuel qui répond à leur besoin de se moquer des autres, de se rire d'eux et par leur refus de voir la réalité qui ne correspond pas à leurs attentes.

A côté de cette attitude existe aussi des courants de pensées comme le négationnisme qui consiste à nier les faits historiques ou à n'y voir que le fruit de la manipulation par des puissances politiques, économiques ou scientifiques tapies dans l'ombre. C'est un phénomène qui explique pourquoi il n'est pas possible de mettre un terme aux «fake news», aux théories complotistes, etc. La curiosité conduisant toujours à aller voir ce qui est caché ou interdit. Même quand, parfois, il n'y a rien de caché. Bref, tant qu'il y a le soleil, il y aura des ombres. Avec la toile, le monde évolue désormais, en matière d'informations, comme une jungle où la bonne information côtoie la mauvaise, cette dernière pouvant prendre la couleur de l'autre, dans une confusion qui ne manque pas de faire des victimes. Ceux qui s'en sortent sont ceux qui restent éveillés, avisés et rigoureux sur leurs sources d'informations.

L'HORIZON AFRICAIN

Vie politique nationale

Une nouvelle plateforme de l'opposition vise l'alternance en 2026

Trois leaders de partis d'opposition se sont mis ensemble pour créer une plateforme politique dont l'objectif est de travailler pour une alternance démocratique à l'élection présidentielle de 2026. Il s'agit de 2.A.d-26 (Alliance pour l'alternance démocratique en 2026). L'initiative est de Jean-Jacques Serge Yhomby-Opango, vice-président du R.d.d (Rassemblement pour la démocratie et le développement), Melaine Destin Gavet Elengo, président du M.r (Mouvement républicain) et Jean-Pierre Agnangoye, président du Pa.pe (Parti du peuple). La cérémonie de sortie officielle de ce nouvel appareil politique a eu lieu, jeudi 13 avril 2023, à l'hôtel de la préfecture de Brazzaville, en présence des acteurs politiques dont Jean-Bonnard Moussodia, ancien député de l'U.d.h-Yuki, et Senny Diogène Henda, président de la Ligue panafricaine Umoja.

gné une déclaration, appelé «pacte d'engagement et de confiance», qui comporte aussi des obligations entre autres: la redynamisation des partis et l'élargissement de leurs bases respectives. Il faut signaler que parmi les trois partis, seul le M.r à des élus locaux dans les Départements du Niari et de la Cuvette-Ouest. Cet argument a certainement pesé pour que

Le paysage politique congolais s'est enrichi d'une nouvelle plateforme, l'Alliance pour l'alternance démocratique en 2026, en sigle 2.A.d-26. Melaine Destin Gavet en assure la présidence tournante pour six mois. «Le processus de l'alternance démocratique débute maintenant, car l'heure n'est plus aux discours ni aux belles paroles, ni aux hésitations. Il est temps de passer à l'action. Congolaises, congolais, chers compatriotes, la cloche a sonné, réveillez-vous, battez-vous pour vous-mêmes, le salut est entre vos mains», a-t-il lancé. «Ma principale mission est de rendre plus forte cette alliance, par la promotion des valeurs démocratiques et



Melaine Destin Gavet Elengo, Jean-Pierre Agnangoye et Jean-Jacques Serge Yhomby-Opango.



Une vue de l'assistance dans la salle de la préfecture.



Melaine Destin Gavet Elengo, président de la nouvelle plateforme.

patriotiques. Nous sommes à la croisée des chemins, le Congo risque de disparaître. Le concept de Nation est devenu une illusion. Les Congolais sont lassés et n'ont plus confiance aux politiciens», a-t-il poursuivi.

Les trois signataires de la déclaration de création de cette plateforme ambitionnent d'agir en responsabilité, dans l'unité la plus sincère, en vue de constituer une alternative démocratique crédible. Comme on pouvait s'y attendre, l'actuelle gouvernance a été décriée et la faillite de l'Etat évoquée. Aussi les fondateurs de cette plateforme militent-ils pour une alternance démocratique au pouvoir actuel. Ils ambitionnent de changer de paradigme et parvenir à l'alternance démocratique. Pour eux, l'alternance n'est possible «qu'à travers un processus électoral crédible,

garantissant des élections justes, transparentes, démocratiques et équitables». Cette alliance symbolise l'émergence d'une nouvelle force politique «dont l'action serait de se positionner en alternance au pouvoir et à sa machine à gagner les élections, le P.c.t et ses alliés», a déclaré Destin Gavet. Objectif: mettre un terme à «l'hégémonie du P.c.t et de ses alliés».

Ainsi, il a invité «la population congolaise en général et la jeunesse en particulier de s'inspirer des autres peuples, solidaires et courageux, en brisant le repli identitaire, le tribalisme et le népotisme», pour «bâtir une Nation forte et puissante». «Nous devons bouger les lignes. Nous allons y arriver par la voie démocratique. C'est possible, le peuple congolais doit se prendre en charge et nous allons partir vers ce peuple,

pour réveiller le géant qui sommeille en lui. Cela se fera par la redynamisation de nos partis politiques qui composent cette structure», a-t-il ajouté.

Pour joindre l'acte à la parole, les trois partis ont si-

son président, Melaine Destin Gavet, soit désigné le premier président avec pour mission d'organiser la convention de la nouvelle plateforme.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Ministère des transports de l'aviation civile et de la marine marchande

Dans une note circulaire publiée le 18 avril 2023 à l'attention de l'Inspecteur général des transports, du directeur général des transports terrestres et des gérants des sociétés des transports terrestres, suite à la récurrence des accidents de circulation des transporteurs interurbains et de long parcours, le ministère des transports de l'aviation civile et de la marine marchande instruit toutes les sociétés de transport agréées, de se conformer aux prescriptions suivantes:

- A tous les transporteurs interurbains de:
- 1- baliser leurs véhicules de transport;

PROPOS D'ÉTAPE

Le ver vert des feuilles vertes

Les feuilles comme l'herbe tirent leur couleur verte de la chlorophylle. Et c'est un vert magnifique qui, parfois, donne des surnoms à certaines villes, comme Brazzaville-la-verte. C'est vrai que Brazzaville est verte. Verte de l'herbe qui pousse partout, même jusque dans les cours de certaines institutions constitutionnelles. Personne ne se rend compte que ce vert-là rend la ville sale; que ce vert abrite des eaux vertes dans lesquelles pourrissent des tas d'ordures; que ce vert héberge des vers et larves qui nous rendent la vie difficile.

C'est vrai qu'il y a ces petites chenilles vertes, entre l'asticot et le ver, qui mangent les feuilles vertes et ne laissent que des nervures. Très voraces, ces petites bêtes! Il y a, parfois, des vers verts dans les maisons, dans les administrations et dans les agglomérations.

Il y a même des vers routiers. On les voit sur presque tous les grands carrefours des villes ou sur les grands axes routiers. A coup d'infractions plus ou moins fantaisistes, ils sucent les malheureux éphémères du fruit de leur labeur; des vers qui se nourrissent de la sueur des éphémères; ou ceux qui rendent des décisions à géométrie variable; ou ceux qui broutent l'herbe là où ils sont attachés; ou ceux qui reçoivent des dons des marigots publics.

Des marigots où le magot coule comme le lait ou le miel. Certains vers se nourrissent de la matière organique, de la biomasse. D'autres préfèrent la masse monétaire, comme les billets des finances publiques. Il y aura certainement des vers pour les nouveaux billets en circulation; ils vont les laminer jusqu'à ne laisser aucune trace; même pas les nervures.

La durée de vie d'un ver est de 4 à 8 ans; disons en gros et par habitude 5 ans. Mais, le jardinier, qui est maître des horloges, peut raccourcir cette durée de vie. Certains vers en ont déjà fait les frais. Mais, il y en a encore dans les méandres de nos vertes prairies, surtout de nos prairies financières. Cependant, il y a des saisons pour jardiner; il y a un temps idéal pour éliminer les vers et, seul, le maître des horloges connaît ce temps. Ce qui est certain, c'est que nous verrons, un jour, nos vertes prairies resplendir de toutes leurs vertus civiques. Et les vers verts des feuilles vertes de la richesse nationale disparaîtront inéluctablement. Et nous recouvrerons de voir le trésor public, contre le cynisme vert froid des vers.

Prométhée

- 2- limiter la vitesse maximale à 30 km par heure, dans le Mayombe et les zones à circulation lente et dangereuse, puis à 70 km par heure, dans les zones à circulation fluide;
- 3- respecter scrupuleusement les règles de contrôle technique, conformément aux standards internationaux;
- 4- équiper leurs véhicules de chronotachygraphe numérique permettant de contrôler les vitesses maximales autorisées;
- 5- constituer les équipes de conducteurs, avec un relai à mi-parcours et un contrôle de temps de roulage ne dépassant pas quatre heures de conduite en continu;
- 6- procéder aux contrôles sanitaires réguliers, notamment la prise de la pression artérielle due aux taux d'alcool dans le sang, avant et après la mise en route;
- 7- s'équiper à terme, des autocars en lieu et place des autobus qui ne sont autorisés qu'à effectuer les transports urbains et périurbains et non des trajets longs, assurés par les autocars;
- 8- procéder aux contrôles multiservices des véhicules mis en circulation par les organes de contrôle technique bien équipés et agréés par le ministère en charge des transports.

A la société de transport Océan du Nord:

En raison des informations spécifiques de cette société de transport, des prescriptions suivantes sont à respecter sans délai, outre l'application des mesures attenantes aux dispositions communes ci-dessus, de:

- 1- mettre en arrêt tous les bus non équipés de balises
 - 2- produire des certificats de contrôle technique délivrés par un organe dûment agréé.
- L'inspection générale des transports, la Direction générale des transports terrestres sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'application stricte de ces mesures.

Ministère de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local

Le processus de découpage administratif du territoire national se poursuit

«Rapprocher au plus près l'administration publique des usagers», c'est la volonté du gouvernement. C'est ce qu'a déclaré le ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local, Raymond Zéphirin Mboulou, lors de la séance de questions orales au gouvernement, à l'Assemblée nationale, mercredi 5 avril 2023, au Palais du parlement, à Brazzaville. Ainsi, le nombre d'entités administratives augmente progressivement, grâce à la poursuite du processus de découpage administratif du territoire national. Seulement, ça coince quelque part: le nerf de la guerre. Il fait défaut, reconnaît le ministre Mboulou, dont voici le propos, en réponse aux préoccupations des députés.

«La loi n°3-2003 du 17 janvier 2003 fixant l'organisation administrative territoriale subdivise le territoire national en départements, communes, districts, communautés urbaines, arrondissements, communautés rurales, villages et quartiers. Le processus de découpage administratif, amorcé depuis 2011, par la création de 52 communautés urbaines, dont 9 ont été érigées en communes, est repris en 2017, avec la création de 2 sous-préfectures (districts), Kabo, dans la Sangha, et Bokoma, dans la Cuvette, et de 10 nouvelles communes sans arrondissements. Ce qui nous donne aujourd'hui un total de 12 départements, 16 communes, 90 sous-préfectures (districts), 23 arrondissements, 43 communautés urbaines, 3.014 villages et 774 quartiers. Il y a lieu de souligner que tout ce qui a trait au



Le ministre Raymond Zéphirin Mboulou.

découpage administratif est subordonné à la mobilisation des fonds que mon département ministériel n'arrive pas à tout boucler, pour réaliser préalablement les études administratives sur l'ensemble du territoire national, pour ériger certains villages en communautés rurales, que pour la mise en condition effective des entités adminis-

tratives territoriales à créer, fussent-elles sous le statut de communautés rurales ou de villages. Ce sont des entités administratives qui devront se créer avec toutes les structures possibles de l'Etat. Certes, la volonté du gouvernement est de rapprocher au plus près l'administration des usagers, afin de les épar-

gner de parcourir de longues distances pour bénéficier d'un service public. La question est toujours d'actualité, puisque que dans certains départements, des projets de textes existent, pour poursuivre le processus de découpage administratif déjà amorcé.

Mais, c'est une question d'ordre financier. Nous allons toujours essayer de faire quelque chose. C'est pour cela qu'en ce qui concerne la question de l'Etat-civil, nous sommes en train de mettre en œuvre de grandes orientations stratégiques de la politique nationale de l'Etat-civil 2022-2026, qui nous oblige d'ériger tous les villages et quartiers en centres secondaires d'Etat-civil, pour rapprocher l'offre publique de l'Etat-civil des populations, comme nous avons étendu l'Etat-civil dans tous les centres médicaux, dans tous les établissements sanitaires publics et privés ainsi que dans les pompes funèbres. Mais, là aussi, nous devons avoir, partout, des chefs de villages et de quartiers qui savent lire et écrire, puisqu'ils ont la qualité d'officiers auxiliaires de l'Etat-civil».

Propos retranscrits par Urbain NZABANI

Elo Dacy, membre du comité directeur, porte-parole de l'U.p.r.n

«Le ver qui est dans le fruit, c'est l'Etat P.c.t.»

Alors qu'à la majorité présidentielle, on observe un silence de cimetièr depuis que le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, a utilisé l'image du ver dans le fruit, pour parler des anti-valeurs qui gangrènent la gestion publique, l'opposition s'en fait les choux gras. Ainsi, lors de la conférence de presse, le 8 avril 2023, de Mathias Dzon, président de l'U.p.r.n (Union patriotique pour le renouveau national) et de la plateforme de l'opposition, A.r.d (Alliance pour la république et la démocratie), son porte-parole, Elo Dacy, répondant à la question d'un confrère, a repris cette formule pour la balancer contre le P.c.t (Parti congolais du travail), le principal parti de la majorité présidentielle, en affirmant que «Le ver qui est dans le fruit, c'est l'Etat P.c.t, et le fruit, c'est le Congo». Voici l'essentiel de son propos à ce sujet.



Elo Dacy, pendant la conférence de presse.

«Le ver qui est dans le fruit, c'est l'Etat P.c.t, et le fruit, c'est le Congo. Voilà! Mais puisque vous-même vous dites qu'il y a le ver, si le ver c'est l'Etat P.c.t, et qu'il faut détruire le ver, donc il faut détruire l'Etat P.c.t. C'est ce que nous avons rappelé au Président.

Le ver, c'est l'Etat P.c.t, parce que tous les postes importants du pays sont occupés par les gens du P.c.t et apparentés. Et lorsque vous lisez les lanceurs d'alerte, tous les noms des gens coupables de scandales financiers sont des gens du P.c.t et vous le savez. Nous avons dit tout à l'heure, dans notre rapport, qu'un internaute vient de publier les noms des six personnes qui sont nommément désignées: untel; untel.

Alors, vous voulez qu'on punisse Madame Mikolo? Non! Commençons d'abord par punir les six-là. A eux seuls, dans les banques chinoises, ils ont 9 mille milliards de francs Cfa. Commençons d'abord par eux. Ensuite, on passera à Ondongo: 14 mille milliards des excédents budgétaires. Il nous avait dit qu'on allait mettre (cet argent) dans le compte, à la banque centrale. Le directeur de la banque centrale de l'époque, qui était là-bas, avait dit qu'il n'y avait pas cet argent. L'argent-là est où? Il faut lui demander, avant d'aller voir Mikolo! Je ne défends pas Mikolo, non! Je dis non.

Nous avons dit ceci: ce que le Chef de l'Etat n'a pas dit, c'est que le ver, c'est l'Etat P.c.t et que le fruit, c'est le Congo. De même qu'il a révoqué les neuf magistrats, il doit virer tous les tenants du pouvoir impliqués dans les scandales économiques et financiers et ce sans exception. C'est une question de justice. Et nous avons poursuivi: il faut détruire le ver qui est dans le fruit sans complaisance, en commençant par les gros poissons aujourd'hui protégés par une immunité éternelle. Commençons par les gros poissons, les six-là d'abord. Leurs noms sont sur Internet et sur Youtube. Cherchez-nous les 14 mille milliards d'excédents budgétaires! Où est cet argent-là? Commençons par eux! Après, on peut descendre aux Mikolo et autres, tous! Mais, sans exception. Voilà notre position!

Mon cher Dimi, toi, tu es mal placé, pour poser les questions que tu nous poses. Toi, tu n'as jamais entendu là-bas: «Notre pouvoir, nous l'avons eu par la force, nous devons le conserver par la force? T'as jamais entendu ça là-bas?». Ils disent là-bas: «Oh, l'opposition là-bas, c'est des serpents sans venin. Dzon peut faire ses discours, c'est pas les discours qui vont nous faire perdre notre pouvoir!»

Propos retranscrits par Urbain NZABANI

L'accord signé entre le gouvernement et l'Union des syndicats des mairies du Congo

Lors de la séance de questions orales au gouvernement, à l'Assemblée nationale, mercredi 5 avril 2023, au Palais du parlement, à Brazzaville, le ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local, Raymond Zéphirin Mboulou, a répondu à des questions des députés sur le financement des collectivités locales et le paiement des cotisations à la C.n.s.s (Caisse nationale de sécurité sociale). Pour lui, l'accord signé le 3 décembre 2022, avec l'Union des syndicats des mairies du Congo, a permis d'entrevoir une amélioration de la situation des collectivités locales. Ci-après l'essentiel des propos du ministre Mboulou.

«Depuis 2014, les collectivités locales connaissent beaucoup de problèmes. En effet, les subventions de l'Etat n'étaient plus versées et le recouvrement des recettes fiscales propres et des produits de l'exploitation des domaines des collectivités locales ont chuté. Les autorités locales se sont retrouvées en manque de liquidité, pour payer les charges de fonctionnement dont les salaires et les versements des cotisations sociales à la C.n.s.s. En 2021, Monsieur le Premier ministre chef du gouvernement a réuni les autorités locales et les délégués syndicaux des mairies du Congo, en présence des centrales syndicales, pour examiner les revendications syndicales. Une équipe technique a été mise en place, qui a proposé les pistes de solution suivantes:

formes introduites au Ministère des finances, avec le guichet unique de paiement. Cette rétrocession devait se faire sur la base des recouvrements de 2020;

- verser aux collectivités locales deux mois de salaires;
- étudier la possible reprise du versement, par l'Etat, des subventions aux collectivités locales;
- étudier la question du paiement de la dette des collectivités locales envers la C.n.s.s, pour permettre la reprise du traitement, par celle-ci, des dossiers des agents retraités.

Toutes ces questions ont été traitées, certes pas au rythme souhaité par les agents municipaux. D'où la reprise des négociations avec les syndicats, qui ont abouti à la signature, le 3 décembre 2022, des engagements avec l'Union des syndicats des mairies du Congo. Dans le cadre du suivi-évaluation de ces engage-

ments, je confirme que si les salaires de deux mois, promis par le gouvernement, ont été totalement payés aux personnels, les collectivités locales ont repris avec le paiement auprès de la C.n.s.s et celle-ci a repris à traiter les dossiers des agents, en immatriculant ceux qui ne l'étaient pas, en traitant les dossiers des agents admis à la retraite. Sur le paiement des rétrocessions des recettes fiscales, le parlement a donné, dans la loi des finances 2023, la solution idoine à travers le mécanisme de la centralisation des recettes fiscales des collectivités locales, sur la base de la dernière répartition. Ce mécanisme est en train d'être mis en place, dans le cadre de l'exécution du budget 2023. Sur le versement des subventions, cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures prises pour l'exécution de la loi des finances 2023, no-

tamment sur les missions et le paiement des crédits des services déconcentrés et centralisés. Quant à l'apurement des dettes des collectivités locales, notamment les arriérés de salaire dus aux agents, les arriérés des cotisations sociales dus à la C.n.s.s, il a été convenu que les collectivités locales signent des moratoires, d'une part, avec les syndicats des agents, et d'autre part avec la C.n.s.s, qui permettent aux autorités locales de payer quand la recette le permet. Nous attendons copie desdits moratoires pour permettre le suivi par la tutelle. Il s'agit, là, des dispositions juridiques textuelles. Mais, notre stratégie, c'est le contrôle permanent de leur mise en œuvre, pour éviter que les autorités locales et leurs comptables continuent de ne pas payer et que les agents municipaux reprennent encore tout ce que nous savons. Ici, la gouvernance financière par les mairies et les présidents des conseils départementaux et leurs comptables, est interpellée».

Propos retranscrits par Urbain NZABANI

Représentation de l'O.m.s au Congo

Le ministre Mokoki a lancé la campagne des 75 ans de création de l'O.m.s

L'O.m.s (Organisation mondiale de la santé) a totalisé ses 75 ans d'existence, le 7 avril 2023. La campagne de célébration de cet anniversaire a été lancée, officiellement, vendredi 14 avril 2023, à la cité du Djoué, le siège de l'O.m.s-Afro, à Brazzaville, par le ministre de la santé et de la population, Gilbert Mokoki, en présence de Chris Mburu, coordonnateur-résident du Système des Nations unies au Congo et du Dr Lucien Alexis Manga, représentant de l'O.m.s au Congo. On a noté aussi la présence de Mme Yolande Mvoumbo, conseillère du Président de la République, chargée des questions de santé et des affaires sociales.



La fin de la cérémonie de lancement officiel de la célébration

Le directeur général de l'O.m.s, l'Éthiopien Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a souhaité que la campagne de célébration des 75 ans de la fondation de l'O.m.s dure pendant toute cette année, pour avoir les occasions de partager, revoir, discuter et analyser l'action de cette organisation onusienne et surtout ses perspectives. Le canevas de la cérémonie de lancement de la campagne de cet anniversaire à Brazzaville a démarré par la projection d'une vidéo sur le leadership du Congo dans la mise en œuvre des résolutions des assemblées générales de l'O.m.s, suivie d'une conférence de presse co-animée par le ministre Gilbert Mokoki et le Dr Lucien Alexis Manga. La conférence de presse était axée sur plusieurs aspects, dont entre autres, la collaboration entre l'O.m.s et le Congo et les différents dé-

fis sanitaires auxquels est confronté le pays. «Voici 75 ans que notre Organisation mondiale de la santé poursuit sa mission, à savoir: promouvoir les meilleurs cas de santé possibles de tout être humain. Dans ce sens, au cours des assemblées mondiales et des comités régionaux, l'O.m.s adopte des résolutions et des stratégies pour rendre accessibles et de façon équitable les soins de santé. Nonobstant cette volonté et le travail subséquent, force est de constater que le monde émerge de l'atteinte de cet idéal et ce pour plusieurs facteurs limitants, dont les principaux sont: l'insuffisance des ressources et les crises humanitaires», a déclaré le ministre Gilbert Mokoki, dans son mot de circonstance. Le thème, «Santé pour tous», retenu pour cette année rappelle à chacun des

Etats membres la nécessité de faire son bilan de concevoir et inventer des mécanismes et des politiques de santé, afin que chaque habitant puisse accéder aux soins de santé, sans verser dans les dépenses énormes qui ne l'enfoncent que dans la pauvreté. Selon Gilbert Mokoki, «la République du Congo, pays qui abrite le Bureau régional de l'O.m.s pour l'Afrique, a la volonté d'atteindre les cibles de l'O.d.d 2030, objectifs en lien avec l'instauration de la couverture santé universelle». Le placement en première position de la bataille de la santé que s'est fixé le gouvernement est une preuve irréfutable de mettre en application les orientations du Chef de l'Etat dans ce domaine. Ainsi, la mise en activité des nouveaux centres hospitaliers modernes, la formation en masse des ressources humaines en santé, l'instauration de plu-

sieurs initiatives de gratuité des soins de santé, la mise en œuvre de la revitalisation des districts sanitaires et la réforme hospitalière ainsi que la mise en place de l'assurance maladie universelle répondent bien à cette volonté d'atteindre les cibles du troisième objectif du développement durable en 2030 par le Congo. C'est vrai que tous les défis à surmonter sont grands et complexes, pour atteindre cet objectif. Mais, le Congo croit et agit dans ce sens, a-t-il ajouté. A la conférence de presse, les deux orateurs ont abordé des actions qu'il faut entreprendre, pour améliorer les indicateurs de santé. La stratégie opérationnelle conjointe O.m.s et le Ministère de la santé concourt dans les 24 districts sanitaires.

Martin BALOUATA-MALEKA

Lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Nos amis communs Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu ne savent plus à quel saint se vouer. A les en croire, il leur arrive, chaque jour, de constater que le mal, la misère, la pauvreté, la clochardisation, la haine, l'injustice et toutes les autres anti-valeurs ne font que s'enraciner dans les cœurs de nous les Congolais. Elles pèsent de plus en plus sur la vie actuelle et semblent fermer les voies de l'avenir qui devient incertain.

D'autre part, dans notre pays, la mort arrive plus vite que l'ambulance; perdre son téléphone portable y est plus douloureux que la dignité; les vêtements et les véhicules 4x4 y déterminent la valeur d'une personne; la loyauté ne semble plus y exister entre amis; ces derniers deviennent envieux et jaloux; l'argent y est devenu le symbole de l'arrogance; la liberté, la justice et l'égalité, le vivre-ensemble, l'unité, le travail, la paix et le progrès y sont devenus de simples slogans creux et non suivis d'effets; les vices et les défauts y sont devenus des qualités; enfin, la trahison et le «ngonguisme» y sont intelligents et la pauvreté un défaut.

Ils se demandent qui arrêtera ces maux qui minent actuellement la société congolaise? Qui transformera nos consciences et qui y fera naître l'amour? La puissance de ce dernier n'est-elle pas plus forte que les anti-valeurs et les maux ou les défauts qui menacent notre société? Notre société serait-elle devenue, comme l'a dit Benoît XVI «une société où ne règnent que l'arbitraire du pouvoir, les intérêts égoïstes, l'injustice et l'exploitation, la violence dans chacune de ses expressions»?

Enfin, avec Barack Obama, Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu affirment «la réponse de notre génération à ce défi sera jugée par l'histoire, car si nous ne parvenons pas à y faire face ensemble rapidement et avec audace, nous risquons de condamner les générations futures à une catastrophe irréversible». Qui plus est, il est on ne peut plus dangereux d'hypothéquer l'avenir au présent. Comprenne qui pourra.

Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

Ministre délégué chargé de la réforme de l'Etat

Les jalons du passage du budget des moyens au budget programme sont posés

Le Ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'Etat, a organisé, avec l'appui du Prisp (Projet des réformes intégrées du secteur public), financé par la Banque mondiale, un atelier de validation du rapport diagnostic stratégique du ministère, pour procéder à la rédaction du plan stratégique de réforme de l'Etat destiné à rendre opérationnel le budget-programme. Cet atelier a eu lieu du 12 au 14 avril 2023, au Centre de conférence internationale de Kintélé, au Nord de Brazzaville.

Ouvert et clôturé par Luc Joseph Okio, ministre délégué chargé de la réforme de l'Etat, l'atelier, qui a connu la participation de 34 cadres venus du ministère en charge de la réforme de l'Etat et celui du plan, ainsi que des experts de la mission d'assistance technique de la Banque mondiale, a permis de valider le plan stratégique qui vise l'adaptation du ministère dans son organisation et son fonctionnement, au budget-programme. Sept ministères pilotes, dont celui en charge de la réforme de l'Etat, ont été retenus pour être dotés de plans stratégiques.

Le ministre en charge de la réforme de l'Etat avait mis en place un dispositif qui a produit une version préliminaire du rapport diagnostic stratégique. L'exercice de validation du document a consisté à recueillir les observations et les suggestions des parti-



La photo de famille, le ministre Luc Joseph Okio avec les participants.

cipants, pour amender la version préliminaire et la valider pour convenir des prochaines étapes du processus d'élaboration du plan stratégique du ministère. Les conclusions ont abouti sur la formulation de plusieurs recommandations portant sur le cadre juridique et institutionnel, la gestion

des ressources financières, la capitalisation de l'analyse de l'environnement, etc. «Notre département a pris le pari de servir de pionner dans cet exercice. L'engagement que nous avons pris s'inscrit dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre du budget-programme qui suggère, entre autres, le

développement de nouvelles compétences, le changement de comportement et un changement institutionnel», a déclaré le ministre délégué Luc Joseph Okio à la clôture des travaux.

Pour Fred Ryhel Guembot, directeur général de la modernisation de l'Etat, «le gouvernement a décidé que le pays bascule du mode de gestion des moyens au mode budget-programme, dès janvier 2024. La raison d'être ici est de finaliser notre diagnostic, afin de procéder à la rédaction du plan stratégique qui nous permettra de mieux implémenter le budget-programme qui offre beaucoup d'avantages. Le rapport a été validé. Nous avons dans ce rapport deux parties principales axées sur l'analyse de l'environnement interne et l'analyse de l'environnement externe. Les recommandations formulées peuvent être résumées essentiellement à la promotion de l'éthique, à la mise en œuvre de notre site Internet et au renforcement des capacités des agents, afin qu'ils puissent mieux répondre aux tâches professionnelles».

Martin BALOUATA-MALEKA

Séance de travail entre la C.n.t.r et le Pnud

Encourager la formation des cadres pour un meilleur suivi des finances publiques

Dans le cadre des efforts visant à rendre plus efficace le contrôle des finances publiques au Congo, le président de la C.n.t.r (Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques), Joseph Mana Fouafoua, a eu une séance de travail, lundi 17 avril 2023, au siège du Pnud à Brazzaville, avec Henry René Diouf, représentant résident par intérim du Pnud (Programme des Nations pour le développement). Les deux personnalités ont évoqué les mécanismes allant dans le but de renfoncer les capacités des agents et cadres de cette structure étatique. Cette rencontre a été sanctionnée par une conférence de presse dont voici la teneur.



Joseph Mana Fouafoua et Henry René Diouf.

*** Monsieur le président de la C.n.t.r, quel a été l'objet de votre visite au Pnud?**

** Je voudrais avant tout me réjouir et remercier Monsieur le représentant-résident d'avoir reçu, ce jour, cette délégation de la C.n.t.r, pour échanger sur un projet sur lequel nous travaillons depuis 2021. Nous sommes plusieurs entités publiques de contrôle interne et externe qui participent à l'amélioration de la gouvernance en général et particulièrement de la gouvernance des finances publiques. Nous avons, autour de nous, des cadres, des experts. Mais, par rapport à la question qui tient à cœur tout le monde, à savoir l'amélioration de la gouvernance, nous avons pensé que nous pouvons être aidés par des partenaires techniques et financiers au développement, dans le renforcement de nos capacités.

*** Quels sont les mécanismes que la C.n.t.r a mis en place, pour prévenir la fraude financière?**

** La C.n.t.r a pour mission principale de faire respecter la loi, qui est un code relatif à la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques. Ce code dérive d'une directive de la Cemac (Communauté économique des états d'Afrique centrale). Elle est abondante et aborde les questions publiques dans tous les sens, pour viser la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques. De quoi s'agit-il véritablement? Les finances publiques sont un bien commun à la Nation, un bien qui nous appartient à tous et dont nous en avons confié la gestion à quelques cadres, experts formés pour gérer ces ressources publiques. Mais celles-ci doivent être gérées selon des textes qui existent déjà et dans la transparence. C'est une notion qu'il faut inculquer davantage dans l'esprit des gestionnaires. Lorsqu'on gère un bien public, il faut rendre compte. C'est ce qu'on appelle la redevabilité. C'est dans ce sens que nous travaillons.

*** Comment encouragez-vous les gestionnaires à suivre les directives et politiques financières pour accroître la transparence et la responsabilité dans la gestion financière?**

** Disant qu'il y a des textes. On dit toujours que nul n'est censé ignorer la loi. Malheureusement, nous prenons beaucoup de textes, quelquefois ils n'ont pas de décrets d'application ou on les ignore en faisant autres choses, parce qu'on a pris l'habitude de le faire. Il faut remettre tout le monde sur le droit chemin, en rappelant ces textes fondamentaux. De même, le code de transparence rappelle cela et notre rôle, c'est de veiller à ce que ce code soit respecté.

Notons que pour sa part, Henry René Diouf, s'est dit disposé à travailler avec toutes les institutions qui accompagnent la politique nationale d'amélioration de la gouvernance des ressources publiques. «Nous sommes très heureux d'accompagner le gouvernement à pouvoir fédérer tous les partenaires techniques et financiers autour de cette question très importante», a-t-il déclaré.

Propos recueillis par Roland KOULOUNGOU

Gaston Lébiki, conseiller départemental de la Cuvette-Ouest

«Les candidats aux sénatoriales doivent signer quelques engagements»

Les conseillers départementaux et municipaux constituent le corps électoral pour l'élection des sénateurs. Dans deux ou trois mois, ils seront appelés à renouveler la haute chambre du parlement. Dans l'interview qu'il nous a accordée, Gaston Lébiki, conseiller départemental de la Cuvette-Ouest, élu dans la circonscription électorale de Kellé, écrivain avec quatre romans publiés aux Editions Edilivre, à Paris, (France), et élu récemment secrétaire général de l'Anelco (Association nationale des élus du Congo) évoque l'enjeu des prochaines élections sénatoriales.

*** Distingué conseiller, Comment êtes-vous arrivé en politique?**

** Tout commence en 1992, lorsque j'ai fait partie de l'équipe de campagne de feu Jean Joseph William Otta, alors candidat indépendant à l'élection présidentielle. En 1993, pour des raisons professionnelles, je me suis retrouvé à Pointe-Noire, à la suite de la motion de censure contre le gouvernement du Premier ministre Maurice Stéphane Bongho-Nouarra. En 2002, j'ai été membre de l'équipe de campagne aux élections législatives de Jean-Pierre Thystère-Tchicaya, président du R.d.p.s (Rassemblement pour la démocratie et le progrès social), dans la première circonscrip-

tion électorale de Mvoumvou, à Pointe-Noire. En 2007, je fais partie de l'équipe de campagne du candidat Thierry Hobié, alors candidat indépendant dans la circonscription électorale de Kellé. Après une première tentative infructueuse aux élections locales en 2014, j'ai été élu conseiller départemental du P.c.p.a en 2017, dans la même circonscription électorale. Récemment en juillet 2022, j'ai été réélu, mais cette fois-ci, en qualité d'indépendant.

*** Vous sortez d'une session budgétaire du Conseil départemental de la Cuvette-Ouest, quel est votre sentiment sur cette session?**

** J'ai effectivement pris activement part à la session bud-

gétaire du Conseil départemental. J'étais rapporteur de la commission des comptes administratifs et de gestion. Dans notre rapport rendu en plénière, nous avons fait des observations importantes sur la reprise récurrente de certains chapitres peu justifiables, pour une gestion orthodoxe de la collectivité locale. Un peu partout ailleurs, les maigres recettes sont utilisées aux dépenses de fonctionnement de l'institution et non au bénéfice des collectivités locales. Du coup, cela rend la tâche difficile aux conseillers que nous sommes devant les mandants.

*** Dans deux ou trois mois, ce sont les élections sénatoriales. Serez-vous candidat?**



Gaston Lébiki.

** Non! Il y a bien des candidats qui se prononceront au moment opportun. Mais, je voudrais simplement signaler que les candidats aux sénatoriales dans la Cuvette-Ouest doivent s'attendre à la signature de quelques engagements préalables. Je serai le directeur de campagne de ceux qui vont adhérer à la feuille de route qui leur sera

(Suite en page 8)

Fondation Privat Frédéric Ndéké

Un nouveau siège à Brazzaville, qui abrite un centre des métiers

Lors de la 4^{ème} session de son conseil d'administration, le 25 mars 2023, à Brazzaville, la Fondation Privat Frédéric Ndéké a adopté sa nouvelle feuille de route pour 2023. Présidée par Privat Frédéric Ndéké, cette session s'est déroulée en présence des membres du Bureau exécutif national, des délégués des structures de santé, affaires sociales, éducation et des présidents des associations et mutuelles. A l'issue de cette session, les participants ont visité le nouveau siège de la fondation, qui abrite à la fois, un centre de formation et un centre des métiers.

Dans son élan de voler au secours des personnes démunies, vulnérables, des jeunes filles mères, la Fondation Privat Frédéric Ndéké a renforcé son programme d'activités de 2023, à travers les dons et la formation aux différents métiers à savoir l'informatique, la coupe-couture, la coiffure et l'esthétique et la conduite automobile.

Pour cette année, il y a quatorze tâches à réaliser, à savoir: la poursuite de la construction du siège de la fondation à Brazzaville; l'achat des médicaments; l'aide sociale aux personnes vulnérables; l'organisation des émulations scolaires et des campagnes de don de sang; l'ouverture d'un centre de formation à Makabana (Niari); la prise en charge des étudiants démunis; l'assistance multiformes aux familles endeuillées; la remise des attestations et titre de réinsertion aux apprenants finalistes au niveau des centres de formation; le transport des candidats aux examens d'Etat; la remise des kits scolaires aux enfants démunis; la tenue du conseil d'administration, l'évaluation et l'organisation des fêtes de fin d'année. L'accent étant mis sur l'insertion socio-professionnelle des jeunes.

«Les centres qui fonctionnent présentement à Dolisie, Sibiti et Oyo sont l'expression bien affichée de notre volonté de poursuivre l'œuvre engagée depuis 2007, année de la création de la Fondation



Privat Ndéké, pendant la session du conseil d'administration de sa fondation.



Pendant la session.

Privat Frédéric Ndéké. Ces centres sont une véritable obsession pour la Fondation. Cette obsession rime très bien avec nos objectifs fondamentaux qui permettent à la jeunesse d'apprendre des métiers dans le cadre de la conduite automobile, de la coupe-couture, de la coiffure esthétique et de l'informatique», a précisé Gilbert David

Moutakala, coordonnateur de la fondation. Cependant, il y a une seule tâche qui n'a pas été réalisée, celle de la sponsoring des émulations scolaires. «La Fondation Privat Frédéric Ndéké était prête. Mais, il y a eu défaut de listes au niveau de l'Inspection des enseignements à Brazzaville», a-t-il regretté. Pour sa part, le président de

la fondation, Privat Frédéric Ndéké, a salué le travail de la coordination. Selon lui, 2023 sera une année de sacrifice et de consécration pour le bien-être de nos semblables. Ainsi, il a rassuré l'assistance que 16 ans après sa création, la fondation reste constante dans ses engagements, en étant toujours au service des autres.

Après la session du Conseil d'administration, les membres de la fondation se sont déplacés pour le nouveau siège en construction implanté à Brazzaville. «Le siège de la Fondation Privat Frédéric Ndéké va non seulement abriter un centre de formation, mais aussi abriter le centre des métiers de Brazzaville. Brazzaville est la première ville qui abritait notre premier centre de métiers. Mais, ce centre avait été fermé, parce que le contrat en location avait été résilié. Nous sommes aujourd'hui dans notre propre site où il y aura également les bureaux des membres de la coordination nationale et du conseil d'administration», a confié Privat Frédéric Ndéké.

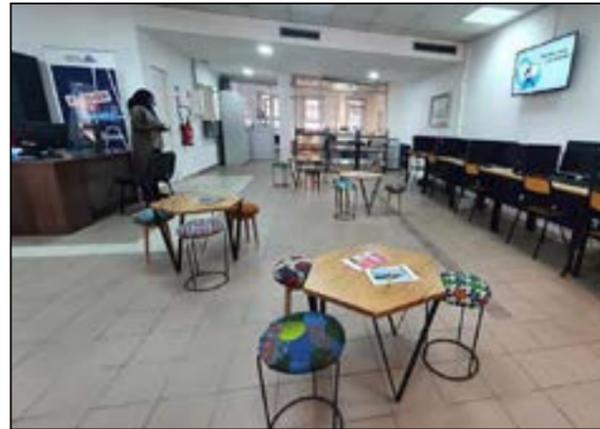
Rappelons qu'après sa création en 2007, la Fondation Privat Frédéric Ndéké s'est implantée à Dolisie, dans le Niari, à Sibiti, dans la Lékoumou et à Oyo, dans la Cuvette. Aujourd'hui, ses efforts ont été récompensés par le Chef de l'Etat, Denis Sassou-Nguesso, qui l'a élevée au rang de chevalier dans l'Ordre du mérite congolais, à l'occasion de la journée internationale des droits de la femme, célébrée à Owando, dans la Cuvette. C'est Mme Aïcha Gallié Bendo qui a réceptionné cette distinction, au nom de la fondation.

Achille TCHIKABAKA

Etudes en France

Orientation, procédure, demande de visa

Afin de toujours mieux répondre à la hausse des demandes de visas long séjour pour poursuivre des études en France, «l'Equipe France au Congo» a publié, le 11 avril 2023, un communiqué visant à en rappeler la procédure. Depuis quelques années, est constatée une forte demande de poursuites d'études en France, les ressortissants congolais représentant la 13^{ème} communauté étudiante dans ce pays. La France se félicite de cet engouement pour ses universités et écoles, reconnues pour la richesse de leurs formations et la qualité de leurs enseignements.



Espace campus France à l'Institut français du Congo.

En 2022, les consulats de France à Brazzaville et Pointe-Noire ont ainsi reçu 7.561 demandes de visas long séjour pour des études en France, soit une hausse de plus de 50% par rapport à l'année précédente. Les Espaces Campus France Congo de l'Institut français du Congo (I.f.c) à Brazzaville et à Pointe Noire sont ouverts au public toute l'année. Des agents et conseillers sont disponibles pour répondre aux questions des candidats sur la procédure et les orienter pour poursuivre des études en France. Des ordinateurs, revues et fiches sont également à leur disposition, pour leur fournir des informations sur les différentes filières proposées dans l'enseignement supérieur français. L'accès demeure libre et gratuit pour tous. Campus France Congo encourage tous les candidats désireux de partir étudier en France à venir se renseigner, avant de débiter la procédure réglementaire, afin de vérifier la cohérence du projet envisagé.

Rappel de la procédure

Les étudiants congolais ou étrangers qui envisagent de poursuivre leurs études en France doivent obligatoirement suivre la procédure «Etudes en France», également appelée «procédure Campus France» (Voir adresse en bas). Cette étape d'inscription est indispensable et permet d'obtenir une «attestation Campus France», document obligatoire pour déposer la demande d'un visa long séjour pour études.

Après avoir complété leur dossier en ligne sur la plateforme officielle dédiée, les candidats sont invités à passer un entretien pédagogique individuel qui permettra de cerner leurs motivations et la cohérence de leur projet d'études avec leur parcours. Vient ensuite la phase de réponse des établissements, qui intervient généralement entre janvier et avril (pour les établissements publics). Enfin, l'étudiant doit constituer son dossier de visa et prendre rendez-vous au consulat de France de Brazzaville ou de Pointe-Noire. Cette étape est primordiale et doit se faire au moins deux mois avant le départ.

Enseignements à tirer de 2022

En 2022, 30% des demandes auprès des consulats de France au Congo ont abouti à une délivrance de visa pour des études en France. S'agissant des établissements privés d'enseignement supérieur en France, qui suscitent un réel engouement auprès des candidats au départ, mais engendrent aussi un grand nombre de refus de visa, «l'Equipe France au Congo» croit utile de recommander aux candidats de bien vérifier les accréditations de ces établissements et de bien veiller à ce que leurs diplômes soient reconnus par l'Etat français, avant de les choisir et d'engager les frais correspondants.

Plus généralement, il est donc fortement recommandé aux candidats désireux maximiser leurs chances de réussite dans la poursuite de leur projet d'études en France, de se rapprocher des Espaces Campus France et des conseillers d'orientation, avant de choisir un établissement.

Il est, enfin, rappelé que seule l'agence gouvernementale «Campus France» est en relation directe avec «l'Equipe France au Congo». Aucun autre organisme ne peut donc s'en faire également valoir.

<https://pastel.diplomatie.gouv.fr/etudesenfrance/dyn/public/authentication/login.html>

Gaston Lébiki, conseiller départemental de la Cuvette-Ouest

(Suite de la page 7)

présentée avant cette élection.

* Vous avez suivi la séance de l'interpellation du gouvernement sur la question du statut des élus locaux, comment avez-vous apprécié le plaidoyer des sénateurs?

** Les sénateurs ont une lourde mission reconnue par la Constitution, entre autres, de contrôler l'action gouvernementale. Le statut de l'élu local existe et est reconnu par les textes adoptés et non appliqués depuis 2003, soit plus de 20 ans. Les questions qui se posent, aujourd'hui, sont

les suivantes: pourquoi cette question fait-elle l'objet de l'actualité au niveau du sénat? Pourquoi les sénateurs qui votent le budget, adoptent les comptes administratifs et de gestion ne sont-ils pas précis sur les causes du blocage du fonctionnement des Conseils départementaux? Pour ma part, les élus locaux ne doivent pas céder à cette opération de séduction. Ils doivent se concentrer sur leur statut et s'unir pour trouver des mécanismes, en vue de l'élaboration des plans de réflexion, afin de défendre notre statut.

Propos recueillis par Narcisse MAVOUNGOU

L'HORIZON AFRICAÏN

Direction: 05 568.54.47 / 05.564.40.99
E-mail: lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com
Sous l'immatriculation 108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication:
Chrysostome Fortuné FOUCK ZONZEKA
Rédacteur en Chef:
Hervé EKIRONO
Secrétaire de rédaction:
Clotaire DIABOUA
Directeur commercial & Relations publiques:
Rigobert MOBOLAS : 05.656.37.31
Chef Bureau Pointe-Noire : Marcel BITADI
Tél: 05.557.78.71
Mise en pages:
TORNADE
Prince Juvet NTSIMOU

Assocreef France (Association des anciens étudiants congolais de Roumanie)

Le 15^{ème} anniversaire marqué par le lancement du volet humanitaire de l'association

L'Assocreef France (Association des anciens étudiants congolais de Roumanie) a célébré, samedi 8 avril 2023, le 15^{ème} anniversaire de sa fondation, à Ris-Orangis, en région sud-parisienne, dans le Palais 91, une magnifique salle, remplie comme un œuf, inaugurant, dans la foulée, le volet humanitaire de son programme. Au-delà du festif, ces rencontres ont fait réseauter diverses personnalités de cette communauté, venues des quatre coins du monde, comme le député de la première circonscription de Pointe-Noire, Lumumba 1, Louis Gabriel Levisel Missatou qui, même s'il était là en son propre nom, était également porteur du message du ministre Juste-Désiré Mondélé, président d'honneur de l'Assocreef.

Côté temps, il faut croire que les planètes étaient bien alignées pour la circonstance: ciel bleu ensoleillé, temps calme, comme si les oracles roumains des Carpates s'en étaient mêlés. En effet, l'excellent cocktail de bienvenue servi aux invités en plein air, sous une paillote, en début de soirée, n'aurait jamais pu dévoiler toutes ses saveurs sans ce contexte bucolique.

Aussi banal que cela paraît, tout indique que le plaisir des rencontres a joué un rôle majeur dans l'organisation de ces festivités. Dans un fourmillement indescriptible, on entendait claquer les bisets de toutes parts, pendant que crépitaient les flash photos en tous sens. Pour la petite histoire, la tradition des rencontres est un rituel séculaire en pays roumain, où les étudiants organisent des retrouvailles de célébration des temps adultes: intinire de zece, de doi zece... ani. Comprendre: les rencontres de dix, vingt ans... suivant la fin des études. Elles servent, prosaïquement, à requinquer des amitiés évanescences, dans une espèce de reflexe-émotion de destin collectif.



Les membres de l'Assocreef France, après leurs retrouvailles.

Et cela tombe bien, les anciens étudiants congolais de Roumanie accusent du retard dans ce domaine, celui de la notion du destin collectif. Exactement comme le séjour d'un tronc d'arbre dans l'eau ne peut le transformer en caïman (Seydan Badian), ces anciens étudiants, après avoir partagé des bouts de pain dans la galère des «camins étudiants» (campus), arrivés au Congo, retourment à leurs errements individualistes. En effet, de nombreux cadres supérieurs, actuellement aux affaires au Congo, ont été formés en Roumanie. Pourtant, la connexion entre eux et les générations pos-

térieures semble inexistante. Dommage, car il en résulte une perte d'impact pour l'ensemble et une perte de chance pour chacun. Après le soutien mutuel, semble avoir désormais sonné l'heure du soutien aux tiers. Parce que l'humanitaire se joue, en principe, des considérations familiales, la communauté mise sur celui-ci pour aider à consolider, tant soit peu la Nation. Et d'ores et déjà, sur la table de son conseil d'administration, dirigé par Gaspard Nzaou-Kimpolo, s'empilent des dossiers humanitaires qui n'attendent plus qu'à être exécutés. Le clou de la soirée a été, à n'en point douter, le spectacle

donné par Zaparo de guerre, l'animateur d'Extra-Musica Nouvel Horizon, qui a retourné la salle au rythme de la danse «Tia lokolo». Alors que quelques instants auparavant, paraient en piste les membres de l'association, tous tirés à quatre épingles,

visiblement coreligionnaires du «Kitendisme de berceau», au son de leur chanson de ralliement, composée par Obama d'Extra-Musica Nouvel Horizon. Comme en écho à cette belle pensée de John Fitzgerald Kennedy: «Ne demande pas ce que ton pays peut faire pour toi, mais demande ce que tu peux faire pour ton pays», l'Assocreef invite tous ceux qui ont vocation à l'intégrer, à la rejoindre, sans tarder, pour servir la Nation à l'unisson.

Guy Francis TSIEHELA
Chroniqueur culturel;
Ancien Président de l'ASSOCREEF (2014-2019).

la dépendance aux drogues (réduction de la demande). Des initiatives visant à soutenir les Etats membres des deux sous-régions à faire face à la problématique du trafic et de la consommation des drogues ont été envisagées. Malheureusement, selon l'Onu.d.c, beaucoup de pays africains ne disposent pas de statistiques sur le phénomène de la drogue. Les groupes criminels visent l'Afrique centrale après l'Afrique de l'Ouest. Le manque des statistiques constitue un obstacle pour les priorités de l'Afrique centrale. L'Onu.d.c tient à réactiver le débat avec les ministres de l'intérieur des gouvernements africains. La célébration, le 26 juin prochain, de la journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues est réhaussée par l'élection du Maroc, en tant que membre de la Commission des stupéfiants, qui est l'organe central de décision des Nations unies sur les drogues. Cette élection a eu lieu le 5 avril dernier à New York, au Conseil économique et social des Nations unies.

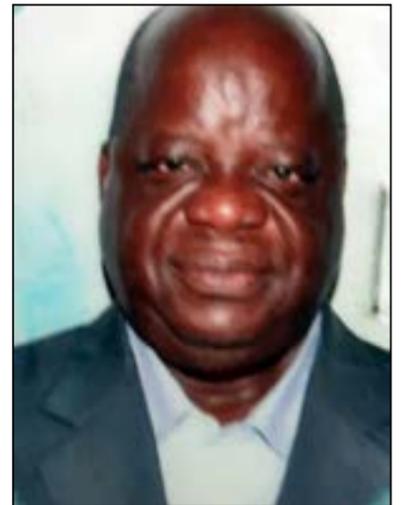
Martin BALOUATA-MALEKA

Hommage à Pierre Bazébikouéla

Un gardien assermenté du temple laissé par Bernard Bakana Kolélas s'en est allé

Pierre Bazébikouéla nous a quittés à l'aube de ce jeudi 16 mars 2023, au cours de ce mois de tristes souvenirs pour le peuple congolais. Nous l'appelons affectueusement Tonton Baz ou Hironnelle. Cet oiseau qui fait le printemps, symbole de fidélité et de courage. Hironnelle est le pseudonyme qu'il s'était donné, lorsqu'il était directeur du protocole du député-maire de Brazzaville, Bernard Bakana-Kolélas.

Le mercredi 8 mars 2023, je reçois un coup de fil de mon cadet qui me dit: «Je suis chez Tonton Baz, je te le passe». Nous avions donc parlé pendant quelques bonnes minutes, par le biais de la communication vidéo. Il était debout et très lucide. Il m'expliquait qu'il avait fait une rechute de sa maladie. Aussi était-il sous traitement. Il me rassurait pour



Pierre Bazébikouéla.

la suite. Mais, deux jours après, son état s'aggrave. Il est hospitalisé à l'Hôpital de base de Bacongo. Il est transféré ensuite au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville (C.h.u.b), où il va donc nous quitter au matin du jeudi 16 mars. Diplôme de carrière et conseiller des Affaires étrangères, il a rendu de précieux et nobles services professionnels au poste de directeur du protocole, à la Mairie centrale de Brazzaville. Il était d'un dévouement total à Bernard Bakana-Kolélas. Et ce dernier lui faisait une confiance sans limites. Avant qu'il occupe ce poste, il avait travaillé, en sa qualité de diplomate, à l'Ambassade du Congo à Maputo, au Mozambique. Dans la même veine, il a travaillé successivement, quelques années plus tard, comme conseiller et chargé d'affaires auprès de l'Ambassade du Congo à Bangui, en République Centrafricaine. Au plan politique, Pierre Bazébikouéla était l'un des sûrs gardiens du temple laissé par Bernard Bakana-Kolélas, un défenseur acharné de cet héritage politique. Il suivra Guy Brice Parfait Kolélas à l'U.d.h-Yuki, jusqu'à devenir membre du Bureau politique de cette formation. Il fera partie de tous les combats politiques menés par le leader charismatique de l'U.d.h-Yuki. Après la disparition inopinée du président fondateur de l'U.d.h-Yuki, en mars 2021, Pierre Bazébikouéla va se battre jusqu'à son dernier jour de vie sur la terre des hommes, pour la conservation de ce patrimoine politique. En effet, ces derniers mois, il avait consacré tout son temps à la sauvegarde des idéaux chers à Bernard Bakana-Kolélas et Guy Brice Parfait Kolélas. Combien de fois m'avait-il téléphoné, pour me tenir informé de ce qu'il entreprenait et solliciter quelquefois mon avis sur telle question ou telle autre. Aujourd'hui, nous te disons: Hironnelle, merci pour cet engagement sans faille! Notre reconnaissance en ta mémoire sera éternelle. Hier, c'était Jacques Mahouka. Aujourd'hui, c'est toi. C'est dire que nos rangs se vident furtivement et tristement. Adieu Tonton Baz; que ton âme repose en paix et que la terre de nos ancêtres te soit légère!

Jean Vital Fructueux KOLELAS-KOUKA

Libre Opinion

Congo-Brazzaville, terre des légendes: gare à l'assombrissement du pays

Au cas où les anti-valeurs, maintes fois dénoncées par l'opinion, viendraient à être banalisées, faute d'y instiller la purge de correction nécessaire, en raison de ce qui apparaîtrait comme des réponses politiques, le Congo pourrait s'assombrir. Heureusement, comme l'a écrit Maurice Chevalier dans «Paris sera toujours Paris», le Congo sera également toujours le Congo. En effet, plus on réduit l'éclairage du Congo, plus on voit briller le courage des Congolais. Plus on voit rayonner la puissance de leur esprit en vue des combats patriotiques et républicains, pour des lendemains meilleurs. Halte à l'assombrissement du Congo. Terre des légendes. Nous voudrions d'un Congo prospère, fort, juste, avec des Institutions solides et non partisans.

OUABARI MARIOTTI
Paris 15 avril 2023

Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues

La consommation des drogues pourrait s'accroître en Afrique

Lors de la journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues, le 26 juin 2021, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du centre de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (Onu.d.c) a procédé au lancement du rapport mondial sur les drogues de 2021. Ce rapport démontrait qu'il y a des raisons de penser que la consommation des drogues s'accroîtra en Afrique, en raison de sa population relativement jeune, ainsi que de l'agrandissement des corridors de trafic. En 2023, l'Onu.d.c redoute une diffusion en nette augmentation des installations clandestines de fabrication de drogues.

En Afrique de l'Ouest, on a recueilli des preuves, quoiqu'à des niveaux faibles, de la présence des outils utilisés pour la fabrication d'antibiotiques de contrefaçon, des substances nécessaires à la fabrication de l'ecstasy et des solvants utilisés pour produire de la cocaïne et de l'héroïne. Ce qui fait craindre que la production et la consommation de drogues de synthèse risquent d'augmenter dans les pays en développement. «Une drogue est un composé chimique, biochimique ou naturel, capable d'altérer une

ou plusieurs activités neuronales et/ou de perturber les communications neuronales. La consommation de drogues par l'homme, afin de modifier ses fonctions physiologiques ou psychiques, ses réactions physiologiques et ses états de conscience n'est pas récente. De façon plus générale, toute chose ou situation faisant l'objet d'une addiction est appelée «drogue». La production, le trafic et l'abus de drogues et de substances illicites posent des problèmes de santé publique, de développement et de sécurité dans tous les pays touchés

par ce phénomène. Les récents développements, dans la région Afrique, démontrent que les plus grandes saisies de drogues sur le continent, y compris le tramadol, entre 2015 et 2019 ont été opérées en Afrique de l'Ouest et du centre. En conséquence, le nombre de personnes souffrant de troubles liés à l'usage des drogues sur le continent augmentera fortement au cours des années à venir, si rien n'est entrepris pour inverser la tendance. C'est ainsi qu'il est suggéré que face à ces problèmes, les stratégies nationales de lutte contre le trafic et la consommation des drogues devraient inclure une approche répressive, à travers l'application des lois, dans le but d'arrêter ou de réduire la production et le trafic de drogues illicites (réduction de l'offre) et une approche préventive, visant à faire face à l'usage de drogues et traiter

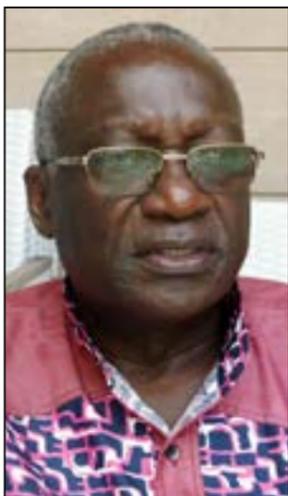
Être dans le Développement durable, c'est inscrire le pays dans la ligne débarrassée des tensions anciennes

Cette dynamique nécessite le respect des droits fondamentaux. L'option du développement. Il faut s'y adapter. C'est la volonté de faire des choix:
-1) une administration qui a des missions utiles et efficaces;
-2) les gestionnaires doivent

Je commencerai par ces mots simples qui expriment bien le développement: dans le sens que nous donnons au développement, se révèle le sens que nous donnons à toute l'étendue de notre épanouissement et de celui des autres. Le développement est une réalité prégnante et incontournable. Elle s'impose à nous, le Congo mérite mieux. Il est donc grand temps de nous attaquer aux maux qui rongent notre pays: la société des inégalités; le désarroi identitaire; la contagion de la violence. Il ne fait pas de doute que la paix se trouve désormais menacée.

D'un côté, la démocratie est minée par la tentation de repousser continuellement l'alternance politique. De l'autre, la division des ethnies. Depuis des décennies, le Congo est devenu une société malade et l'un des principaux foyers du tribalisme. Le pays ne dispose ni de leaders crédibles, ni d'un projet politique, ni d'un projet économique, ni d'une utopie mobilisatrice. Mais, cessons de pleurnicher, cherchons les voies tracées, débattons et travaillons comme ces laborieux prêts à retourner la terre, pour ouvrir des sillons. En tant que citoyens, nous sommes appelés à y travailler sans relâche: l'Etat doit, pour dégager les problématiques les plus propices, maintenir sa cohésion. Cette nécessité de cohésion sera l'obligation du vivre ensemble apaisé. Ces dernières décennies, la vulgarisation du vivre ensemble ne s'est pas accentuée. Ce qui est très négatif pour le développement. Encore faut-il que tous ceux qui nous gouvernent fassent l'effort de se familiariser avec des scénarios possibles, pour l'avenir et les modalités permettant de mettre en œuvre les meilleures solutions. Dans cette perspective, l'homme politique doit offrir des réponses qui ont le mérite de la dimension politique la plus importante.

Le Congo est sur le point d'adopter le Développement durable. Dès lors, quelles sont les réponses les plus adaptées aux exigences, à la connaissance? L'autre difficulté tient à l'ambiguïté de passer du discours aux actes. Et avec quels instruments? Dans tous les cas, le basculement d'un système à l'autre ne sera pas simple. Les options de la décentralisation et du Développement durable, c'est forcément une gestion nouvelle qui s'annonce. Sur le moyen terme, en effet, on peut considérer comme acquis le fait que l'affectation budgétaire dans les régions, s'accompagne d'une exigence de l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, et une gestion saine de l'argent public. Avec le Développement durable, on peut croire que le gestionnaire peut reconnaître le travail comme contribution à son propre bien-être et à celui des autres. Autrement, c'est une reconversion sur l'Etat qui doit prendre en compte le développement, la démographie et l'écologie.



Par Joseph Badila.

Ce triptyque doit prendre la plus grande place dans la modernisation du Congo: une telle conception entraîne des réajustements, elle diminue les risques d'insécurité: sécurité civile; sécurité alimentaire. Aujourd'hui, nous souffrons de l'absence d'un tel programme national de développement. Être dans le Développement durable, c'est inscrire le pays dans la ligne débarrassée des tensions anciennes. Le temps où le Congo privilégiait la politique de L'Office national de commercialisation des produits agricoles (O.n.c.p.a) paraît loin. Notre pays ne cherche plus à enrichir les producteurs, les entrepreneurs et les paysans. Cette politique-là offrait, de Kinkala à Boko, de Djambala à Sembé, de Lékana à Zanaga un cadre de vie de qualité, tant au profit des fonctionnaires que des paysans.

Le Développement durable au cœur du pays

Notre vocation est d'apporter des solutions à des problèmes de cette nature. Autrement, nous laissons le pays entravé dans des problèmes sans queue ni tête. L'enjeu est de taille, puisque le Développement durable se veut une réponse à ceux qui dénoncent en bloc le mode de développement de ces soixante dernières années. Cela équivaut à considérer le développement comme un procès normal, permanent et non pas seulement épisodique et aléatoire. C'est là la clé qui fondera une culture entrepreneuriale, avec des entrepreneurs et des règles. Ainsi progressivement, le Congo pourra créer des

groupes d'entrepreneurs voulant exercer leur fonction créative d'entrepreneur avec zèle.

Depuis la déclaration de 1971 du Club de Rome, le développement économique ne peut plus se faire sans tenir compte des ressources naturelles et de leur environnement humain: c'est la combinaison de la croissance économique et de la démographie. Cela confirme tout d'abord l'évolution dans les mentalités qui sonne comme un véritable testament politique; elle redessine les nouveaux acquis dans l'optique du progrès économique et donc du changement. En effet, sans véritable remise en cause, la situation économique et sociale ne s'améliorera pas et ne se régularisera pas. Les résultats de cette remise en cause seront plus affirmés dans le monde rural, qui souffre plus de l'exode rural.

A mesure que les jeunes y reprendront leur place, le monde rural retrouvera sa normalité, c'est-à-dire, la lutte de façon plus déterminée contre l'exode rural: on repeuple les cours d'eau, les forêts et les savanes; on crée les activités économiques, sociales et culturelles. Cette image est le reflet du monde d'hier, qui peut redevenir réalité. En ville, la situation sera meilleure. La liste des exclus sociaux sera plus courte. Dans la jeunesse, une minorité s'efforcera de ne plus quitter le pays, de fuir la délinquance. C'est dans les années 90 qu'apparaît, dans une jeunesse désorientée, un phénomène dont le Congo n'est toujours pas parvenu à se débarrasser: la délinquance juvénile. Elle a des causes psychologiques: le désespoir dans l'avenir du pays, des divisions familiales causées par la pauvreté et les églises de réveil.

A Brazzaville, à Pointe-Noire, des jeunes diplômés sont au chômage. Des jeunes filles se prostituent. Mais, notre tradition est d'être des veilleurs attentifs aux dangers qui guettent la société. Il est de notre responsabilité première de citoyens congolais engagés, mais aussi aux investisseurs divers, de concourir à une réflexion agissante face à une politique qui serait le problème et non la solution. Le chemin du vivre ensemble dans le contexte le plus apaisé, c'est le meilleur gage de notre succès collectif.



Developpement durable en Afrique.

Si nous ne nous préoccupons pas maintenant de l'environnement, nos enfants vont hériter d'un monde difficile. Nous devons construire un pays dans la tolérance et la compassion. Le Développement durable est l'économie qui prédit l'avenir. Beaucoup de ces experts qui viennent nous conter l'avenir et les bontés du marché ne cessent de nous tromper, profitant de ce que notre Etat est à l'agonie. Or, il n'y a plus solide qu'une société qui respire, qui fait bouger les lignes. Nos espérances ne doivent plus se briser contre les murs de l'irrationalité. On ne peut pas toujours désespérer de la nature humaine.

A un moment, les Congolais doivent comprendre que le Congo se retrouve dans une situation complexe. C'est pourquoi il est temps que les Congolais comprennent la nuance. Quand on accepte la nuance, on commence à décomplexer. Certes, le degré de responsabilisation de la classe politique est très élevé. Mais, il faut faire l'effort de se conforter aux exigences de la méthode revisitée et rejoindre avec humilité qu'il y a le temps de la création, le temps de la lumière, le temps de la liberté, le temps de la conscience. Nous ne cessons de souffrir de voir notre environnement tourmenté. Il faut renoncer à soi pour sauver le pays. Ce qui revient à dire qu'il faut remettre le pays sur ses pieds. Ce rite-là crée de la solidarité. Oui, le concept Développement durable a du sens. Il ne suffit pas du simple

contexte décoratif. Loin de là, il prend une partie pratique, considérable, nécessitant un agir éthique au quotidien de chacun d'entre nous, mais aussi de la part des institutions et des membres qui le servent.

Le Développement durable peut nous sauver

Ceux que la mondialisation laisse de côté, ce sont ceux qui ne sont pas adaptés à la nouvelle donne. Le chercheur Bernard Balthazard précise qu'il n'y a pas de développement durable possible sans une éthique de l'agir, notamment dans la Fonction publique territoriale. Encore une fois, cela suppose qu'il y a lieu de construire une nouvelle société. Il y a là un devoir qui incombe aux gouvernants et aux gouvernés. La part nécessaire de chaque Congolais à l'émancipation et au développement ne doit pas être laissée aux aléas de politiciens véreux.

Ce caractère objectif est manifeste lorsqu'il s'agit de satisfaire les besoins collectifs, autrement dit les besoins humains. Le développement économique est considéré comme un phénomène global, qui s'étend nécessairement à toutes les branches de l'activité et se traduit par des mutations structurelles très profondes et ininterrompues. Depuis 1971, le développement a un caractère dynamique. Il se compose d'autres éléments notamment la démographie et l'écologie.

regagner leur crédibilité; -3) il faut des qualités nécessaires pour les décideurs; -4) les régions entrent dans une gestion contrôlée; -5) résoudre le problème de la confusion budgétaire qui explique en partie l'inefficacité des départements; -6) besoin d'élire un nouveau profil de leaders pour conduire une véritable mutation.

Dès lors, il est temps de se demander: pourquoi s'améliorer? C'est pour montrer que nous sommes en capacité humaine de nous diriger nous-mêmes. Dans le fond, il faut sortir de l'improvisation et de l'amateurisme. L'Etat doit imposer ses règles à tous. Toute règle est utile, sinon elle ne serait pas en vigueur. Ne pas perdre le sens de l'Etat: la politique, c'est une activité. L'Etat, c'est une structure, une institution. C'est une garantie essentielle pour le citoyen que de créer son lieu dans un Etat compétent et impartial.

Nous ne cesserons de le dire, le Développement durable est un état d'esprit. Depuis plusieurs années, ce concept comme celui de la décentralisation font l'objet de conférences. Mais, ces conférences ne suffisent pas, si l'on ne s'approprie pas le Développement durable et tous les enjeux d'un nouveau monde. Ces enjeux exigent, un système politique qui assure la participation effective des citoyens: toute personne a droit à un niveau de vie suffisant, pour assurer sa santé, son bien-être, ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que les services sociaux. Chacun chez soi est une pierre qui permette l'édification d'une société nouvelle. Quoiqu'il en soit, il est fort à parier qu'il ne s'agit plus de faire des incantations: il s'agit de produire du réel.

Joseph BADILA

Pour m'informer, je fais confiance à L'Horizon Africain. Je m'abonne! Tél. 05 543.82.76 / 06 662.37.39

Ministre de l'industrie culturelle, artistique, touristique et des loisirs

Le Congo invité à la 13^{ème} édition du Salon international du livre d'Abidjan

L'ambassadeur de la République de Côte d'Ivoire, Mme Touré Koné Maman, a été reçue en audience par la ministre en charge des questions culturelles, Lydie Pongault, mercredi 12 avril 2023, à son cabinet, situé à l'hôtel Pefaco, à Brazzaville. Les deux personnalités ont échangé sur la 13^{ème} édition du Sila (Salon international du livre d'Abidjan) qui aura lieu du 9 au 13 mai 2023, au Palais de la culture Bernard Dadié de Treichville et à laquelle la ministre en charge de la culture est invitée, pour représenter le Congo, pays à l'honneur à ce salon.



La photo de famille à l'issue de l'audience.

Au cours de leurs échanges, Mme Touré Koné Maman a remis à la ministre Lydie Pongault, l'invitation officielle de son homologue ivoirien à prendre part au Salon international du livre d'Abidjan, un événement culturel qui fait la promotion des écrivains ivoiriens. Malgré la pré-

sence de plusieurs librairies et maisons d'édition, l'intérêt pour la littérature reste limité. De quoi favoriser l'émergence d'initiatives citoyennes visant à renforcer le goût des Ivoiriens pour les livres. A cette occasion, la République du Congo, pays à l'honneur au cours de la 13^{ème} édition du Sila, aura

un stand où sera exposé les livres des auteurs congolais. Il faut indiquer que la délégation congolaise sera composée également des écrivains qui profiteront du savoir-faire des autres, afin de dupliquer cette expérience à Brazzaville. La

ministre Lydie Pongault s'attèle à organiser le salon du livre de Brazzaville, les experts qui l'accompagnent dans ce projet se disent satisfaits des avancées déjà enregistrées.

Narcisse MAVOUNGOU

Musique

Légende du jazz, le pianiste, Ahmad Jamal, s'en est allé

Célèbre pianiste de jazz, compositeur prolifique qui a inspiré les plus grandes figures de cette musique et chef d'orchestre américain, Ahmad Jamal, de son nom de naissance Frederick Russell Jones, est décédé le dimanche 16 avril 2023, en pleine campagne, dans sa grande maison d'Ashley Falls, dans le Massachusetts, aux Etats-Unis, à l'âge de 92 ans. Diabétique depuis l'âge de 55 ans, il a été emporté par le cancer de la prostate. En 78 ans de carrière musicale de pianiste, il a imposé son style et influencé le travail de célèbres musiciens comme le trompettiste Miles Davis et le pianiste McCoy Tyner.



Ahmad Jamal en plein concert, c'était un virtuose du piano

Après le trompettiste Louis Armstrong, décédé le 6 juillet 1971, à New York, le Jazz compte parmi ses célèbres ambassadeurs, le pianiste Ahmad Jamal, et son trio composé, en plus de lui-même, d'un bassiste et d'un batteur. Le légendaire pianiste africain-américain considérait le Jazz comme la «musique classique américaine». «La musique classique européenne est représentée par Bach, Brahms, Ravel, Debussy, Beethoven, Chopin... La musique classique américaine l'est par Duke Ellington, Louis Armstrong, Ella Fitzgerald, Sidney Bechet», disait-il.

Né Frederick Russell Jones, le 2 juillet 1930, il prend le nom d'Ahmad Jamal en 1952, après sa conversion à l'Islam, comme c'était la tendance à l'époque chez les Africains-Américains. C'est un virtuose du piano qui a commencé à toucher au clavier à partir de trois ans. A 14 ans, il était déjà inscrit au syndicat des musiciens, la Fédération américaine des musiciens. A 17 ans, il est déjà en tournée avec un orchestre. A 21 ans, il enregistre son premier disque, un 78 tours. A 23 ans, il est déjà parmi les célèbres musiciens de jazz qui jouent au Pershing club de Chicago. C'est le décollage d'une carrière qui ne manque pas de connaître des hauts et des bas. Une carrière précoce, mais qui accouchera d'un géant du jazz.

La première expérience du trio sans percussion dure jusqu'au début des années 60. Puis, il s'installe à New-York où il crée le trio piano-basse-batterie qui marque l'histoire du jazz et fera sa renommée au plan international, à commencer par l'Europe. Sa discographie est abondante. En 54 années d'activités discographiques (de 1951 à 2005), il a produit en moyenne deux albums par an. En 1994, il a diffusé 4 albums.

En 2007, il est fait chevalier de l'Ordre des arts et des lettres en France où le jazz fascine toujours un grand monde. Dix ans plus tard, en 2017, il recevait un Grammy award, dans son pays, les Etats-Unis, pour couronner l'ensemble de sa carrière. Créés en 1958, les Grammy awards sont des récompenses attribuées chaque année par l'Académie nationale américaine des arts et des sciences, pour honorer les meilleurs artistes et les meilleurs techniciens dans le domaine de la musique et de l'industrie du disque. Ahmad Jamal a vécu sa passion de la musique jusqu'au bout de l'âge et derrière lui, il laisse un grand nom et une légende. Il ne chantait pas, mais ses doigts sur un clavier de piano, c'était une merveille de mélodie. Adieu l'artiste!

Jean-Clotaire DIATOU

Mode

Le marché du luxe se développe en Afrique

Comme chaque année, la plateforme «Lyst» analyse le comportement des consommateurs en matière d'achats, en prenant en compte différents indicateurs clés de performance, tels que le nombre de mentions et l'engagement autour des marques sur les réseaux sociaux. En tête du classement, la maison de luxe italienne Prada était considérée comme la plus populaire, à la fin de l'année 2022. Dans le Top 10 du classement, on trouve sept marques italiennes, deux marques espagnoles et deux marques françaises: 1- Prada; 2- Gucci; 3- Moncler; 4- Miu Miu; 5- Valentino; 6- Bottega Veneta; 7- Loewe; 8- Dior; 9- Dolce & Gabbana; 10- Saint-Laurent.

Si aucune marque africaine ne figure parmi le Top 10 du classement, le continent africain entre néanmoins dans une nouvelle ère en matière de mode. Le 8 décembre 2022, la célèbre maison de luxe française, Chanel, présentait son tout premier défilé à Dakar, au Sénégal, devenant ainsi la première marque européenne à défiler en Afrique subsaharienne. En présentant sa collection, «Métier d'art 2022/23», Chanel a souhaité mettre à l'honneur les savoir-faire artisanaux dont la maison est capable en matière de broderie, plumasserie et joaillerie, faisant ainsi défiler des silhouettes arborant des robes fourreaux en maille. Eternelle terre d'inspiration, l'Afrique entre dans une nouvelle dimension. Pour la première fois de son histoire, l'Egypte va accueillir la première édition de la Fashion week (Semaine de mode) au Caire, le mois prochain. A l'honneur, plusieurs défilés de stylistes locaux ainsi que la styliste américaine, Julie Matos, en tant que présidente de cette édition intitulée, «Le passé, le présent et l'avenir». «Nous pensons que c'est le bon moment pour dire aux



Présentation de collections début avril, lors de la Fashion week de Brazzaville, à l'Institut français du Congo (I.f.c)

gens qu'ici en Egypte, sans importation, vous pouvez vous habiller avec des produits égyptiens, des tissus égyptiens (...). Pourquoi faut-il aller chercher des produits importés?». Ces phrases de Paul Antaki, fondateur du Conseil égyptien de la mode et du design, prennent d'autant plus de sens, quand on sait l'effort que tentent de faire les marques de mode, pour se donner une meilleure image suite aux polémiques des Ouighours ou les sujets de greenwashing. La création est au rendez-vous et les objectifs sont clairs: investir

et concrétiser le potentiel du luxe en Afrique. Les Fashion weeks (Semaines de mode) organisées sur le continent sont un bon moyen de mettre en œuvre des projets, pour faire rayonner le continent et ses nombreux créateurs. Déjà présentes à Lagos, Dakar ou encore à Accra, les semaines de la mode assurent aux stylistes africains un rayonnement international. Consommer le luxe africain: authentiques, créatives et issues de production locale, les marques africaines commencent à attirer le feu des

projecteurs. Parmi les plus influentes, on trouve:

- la célèbre Hanifa, marque fondée par la congolaise Anifa Mvumba, mise en lumière durant la pandémie du covid19, la créatrice a bousculé le monde de la mode en proposant le tout premier défilé en 3D;

- Tongoro: lancée en 2016 par la sénégalaise Sara Diouf, Tongoro est une marque 100% africaine qui source ses produits directement sur le continent. Portée par Beyoncé, Naomi Campbell ou encore Burna Boy, elle a été classée parmi les 50 entreprises les plus innovantes de 2020 par Fast Company;

- Imane Ayissi célèbre danseur camerounais au sein du Ballet national du Cameroun, fonde sa marque éponyme de Haute couture qu'il distribue en Afrique du Sud, au Cameroun et au Japon;

- Christie Brown, une marque de luxe ghanéenne fondée en 2008 par la créatrice artistique, Aisha Ayensu, propose des vêtements imprimés de couleurs vives, puisant son inspiration des artisans et visionnaires qui l'ont précédée. La mode africaine, tout comme l'industrie de la musique connaît un engouement mondial qui favorise le développement du Soft Power africain et contribue également au rayonnement du continent.

Lydie-Patricia ONDZIE

Présidente de Renaissance Alkebulan;
Membre de l'Association Panafricaine d'Aquitaine;
Membre des Associations féminines de Développement.

Fécofoot (Fédération congolaise de football)

Tenue de l'assemblée générale ordinaire qui a adopté des nouveaux statuts

La Fécofoot (Fédération congolaise de football) a tenu son assemblée générale ordinaire, samedi 15 avril 2023, dans l'auditorium de l'Aéroport international Maya-Maya, à Brazzaville, sous le patronage de son président, Jean Guy Blaise Mayolas, en présence de Mme Françoise Mayougou née Tsathy, représentant le C.n.o.s.c (Comité national olympique et sportif congolais), d'Ahmed Mohamed Harraz et de Nataniel Nascimento Brito, représentant respectivement la Caf (Confédération africaine de football) et la Fifa (Fédération internationale de football association).

un jour, ces performances qui sont un indice qui montre de la compétitivité de notre football. Cependant, l'objectif majeur demeure la qualification de l'équipe senior à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations. Nous devons faire preuve de beaucoup d'engagement et de

Ouverte et clôturée par Jean Robert Bindélé, directeur général des sports, représentant le ministre en charge des sports, l'assemblée générale ordinaire de la Fécofoot avait 18 points à son ordre du jour, dont l'approbation du rapport d'activités 2022 et du budget 2023, l'adoption des nouveaux statuts et du code électoral de la Fécofoot et la présentation des rapports d'activités des ligues départementales par leurs présidents respectifs.

Trois allocutions ont été prononcées à l'ouverture. Après le mot de bienvenue de Destin Miguel Mbouni, président de la Ligue de football de Brazzaville, les délégués ont suivi l'allocution de la représentante du C.n.o.s.c, puis le discours d'ouverture du directeur général des sports.

Tous les documents soumis à l'ordre du jour ont été adoptés, parfois avec amendements. C'est Jean Médard Kossa, vice-président de la Fécofoot et président de la Commission des finances, qui a présenté les grandes lignes du rapport financier 2022 et du budget 2023, qui



Photo de famille après l'assemblée générale de la Fécofoot.

ont été adoptés. Après avoir suivi attentivement les différents exposés, Jean Guy Blaise Mayolas a informé les délégués sur le contrat d'objectifs 2022-2026. Puis, l'assemblée générale a approuvé les nouveaux statuts et le code électoral de la Fécofoot. A la fin des travaux de l'assemblée générale ordinaire, Jean Guy Blaise Mayolas a informé les délégués sur le contrat d'objectifs 2022-2026. Il les a remerciés de la marque de confiance à sa personne, pour poursuivre les efforts qui doivent ramener le

football congolais au sein de l'élite africaine, comme dans les années 70. «Notre détermination pour développer notre football montre notre volonté. Ainsi, nous avons réussi à donner le meilleur de nous-même, en nous plaçant parmi les meilleures fédérations continentales, en qualifiant nos équipes du Chan, U17, U20, U23 et du football scolaire des phases finales des compétitions continentales. Si aujourd'hui, les résultats paraissent anodins aux yeux de certains, croyez-nous, les historiens écriront,

détermination. Pour ce faire, nous jouerons notre partition jusqu'au bout. Mais, il faut à présent mettre tous les signaux en vert, afin qu'il règne un esprit de sérénité entre les acteurs et les décideurs. Si, tous, nous fixons le même horizon, rien ne nous sera impossible», a-t-il dit. Réélu en septembre 2022, pour un mandat de quatre ans, Jean Guy Blaise Mayolas a donné une bonne perspective pouvant permettre de relever le niveau du football congolais.

Luze Ernest BAKALA

Fécojuda (Fédération congolaise de judo et arts associés)

Les arts martiaux mixtes ont désormais une sélection nationale

Arrivés il y a deux ans au Congo, par l'intermédiaire du champion de boxe professionnelle, Hurçus Samba, les arts martiaux mixtes, appelés en anglais M.m.a (Mixed martial arts), font désormais partie des sports de combat pratiqués au Congo, grâce à l'association qu'il a créée pour promouvoir cette discipline, actuellement sous tutelle de la Fécojuda (Fédération congolaise de judo et arts associés). Hurçus Samba a présenté, dimanche 16 avril 2023, au Gymnase Nicole Oba, dans le 6^{ème} arrondissement de Brazzaville, l'équipe des Diables-Rouges qu'il a formée et qui a démarré son stage de 45 jours, animé par un expert sénégalais, maître Fofana Aboubacar. Cette première sélection nationale du «mixed martial arts», qui compte 27 athlètes dont 4 venus du Sénégal, se prépare à participer à une compétition internationale, en France, à partir de mai prochain.



Phase d'entraînement aux arts martiaux mixtes.

L'expert Fofana Aboubacar loue la volonté des athlètes congolais pionniers du «mixed martial arts» au Congo. «Je suis à Brazzaville, pour former les jeunes sur les M.m.a, pour une compétition internationale qui va

se faire bientôt. Ce sont les membres du bureau et le président de l'Association M.m.a Congo qui m'ont contacté, afin de venir faire une formation des formateurs, pour faire décoller cette discipline au Congo. Je pense qu'avec

le travail qui va se faire durant ce stage, nous aurons de bons résultats», a-t-il indiqué, avant d'apprécier le niveau des athlètes congolais. «Il y a déjà quelques athlètes qui ont les b.a-ba de M.m.a.

Beaucoup de travail reste à faire, parce que ce sport est très compliqué. C'est un sport de combat qui regorge, en son sein, plusieurs disciplines comme le judo, le taekwondo, la boxe, le karaté, le kempo,

Ligue départementale de cyclisme de Brazzaville

Stanislas Mardochée Eyangala, nouveau président de la petite reine

La Ligue départementale de cyclisme de Brazzaville a tenu son assemblée générale électorale, dimanche 16 avril 2023, dans la salle V.i.p du Stade Alphonse Massamba-Débat, à Brazzaville, devant Chaptelin Ngouama, le représentant du directeur départemental des sports, en présence du président de la Fécofoot (Fédération congolaise de cyclisme), Arsène Rufin Bakouétana. A l'issue de cette assemblée, un bureau de 13 membres a été mis en place. Il est dirigé par Stanislas Mardochée Eyangala comme président. Le nouvel élu succède à Arsène Rufin Bakouétana, devenu président de la fédération.



Photo de famille du Bureau exécutif de la Ligue de cyclisme de Brazzaville.

Après son élection, Stanislas Mardochée Eyangala a remercié l'ensemble des délégués de la Ligue départementale de cyclisme de Brazzaville, pour la marque de confiance qui lui a été faite. «Je n'ai pas foi en moi, mais j'ai foi en vous, car sans vous, je ne serai rien, mais avec vous, nous irons de l'avant, nous allons relancer le vélo comme au beau vieux temps où chaque dimanche ou presque, il y avait des courses dans les artères de notre ville capitale. Brazzaville réussira et nous allons réussir», a-t-il indiqué. Pour sa part, le président de la Fécofoot, Arsène Rufin Bakouétana, a exhorté le nouveau bureau de la ligue au travail, afin de redorer le blason de la petite reine, car c'est Brazzaville qui doit donner le ton et la cadence. «Nous sommes dans une dynamique où nous devons relancer ensemble le cyclisme», a-t-il confié. Le président de la Fécofoot a félicité le bureau de la ligue qui a été élu. Désormais, l'équipe dirigeante est en place et elle doit rapidement se mettre au travail. «Il a été dit ici que Brazzaville doit être la ligue phare. Ce qui veut dire que vous devriez bâtir des stratégies pour relever le niveau du cyclisme. Je vous avoue que le taux du cyclisme aujourd'hui est très bas. Mais, avec des stratégies intelligentes, nous allons le relever», a-t-il promis.

De son côté, Chaptelin Ngouama, représentant du directeur départemental des sports, a d'abord demandé la cohésion des membres du groupe, avant de les appeler à se mettre résolument au travail, pour relancer le vélo dans la capitale. «Brazzaville donne la cadence et le rythme, les autres départements doivent copier. Pas le contraire», a-t-il dit. Il a exprimé la disponibilité de la direction départementale des sports à les accompagner.

L. E. B.

Bureau exécutif Ligue départementale de cyclisme de Brazzaville

- Président: Stanislas Mardochée Eyangala;
- Premier Vice-Président: poste à pouvoir
- Deuxième Vice-Président: Gaspard Bény;
- Troisième Vice-Président: Maloumbi Patou;
- Secrétaire Général: Wilfrid Mbendzé;
- Secrétaire Général Adjoint: Basile Malonga;
- Trésorier Général: Guychard Riche Monzango;
- Trésorier Général Adjoint: Dominique Boudzitou;
- Membres: 1- Tibaud Edgard; 2- Michael Arsène Bayakissa; 3- Guy Maïck Essouebé;
- Commissariat aux comptes et vérifications: 1- Herman Tsoumbou; 2- Carole Nadou; 3- Séraphin Ekoula.

en fait toutes les disciplines martiales. Et au niveau des techniques de base, il y a un grand travail à faire. Malheureusement, nous n'avons pas accès au matériel indiqué, pour bien travailler. Travailler comme ça il y a un danger. Nous sommes obligés de travailler doucement, pour développer cette discipline et la vulgariser au Congo, afin que les jeunes s'en approprient», a-t-il souligné.

Pour sa part, le champion de boxe professionnelle, Hurçus Samba, se dit satisfait de la manière dont les choses avancent. Il espère que les arts martiaux mixtes finiront par avoir une fédération dans

le pays. «Maintenant que nous sommes installés officiellement au Congo, nous allons faire de telle sorte que nous ayons des cages, des techniciens qui vont aller en stage. Après, ils vont vulgariser la discipline dans toute l'étendue du territoire congolais et former les athlètes. Pour le moment, avec les maigres moyens que nous avons, on sollicite quelques athlètes des clubs qui sont reconnus, ils vont avoir des protocoles d'accord et s'affilier à nous, pour la création de notre fédération», a-t-il renchéri.

L. E. BAKALA